

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

(C. C. A. P.)

Etabli en application du Code de la commande publique 2019 (ccp)
et selon les dispositions du Cahier des clauses administratives générales des
fournitures courantes et services (CCAG-FCS).

FOURNITURE DE REACTIFS DE LABORATOIRE AU CHR METZ-THIONVILLE

**Relance lot de réalisation de paramètres de microbiologie
(virologie, bactériologie, mycologie)**

**Pour la Période allant de sa notification au 31 décembre 2029
(Comprenant des reconductions annuelles)**

La procédure de consultation utilisée est celle de l'APPEL D'OFFRES OUVERT
(Articles R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique)

DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES : 2 mars 2026 à 12 heures

ARTICLE 1 - PARTIE CONTRACTANTE

Le Centre Hospitalier Régional Metz-Thionville, personne publique contractante, est représenté par son Directeur Général, pouvoir adjudicateur, seule habilité à signer les marchés.

ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la fourniture de réactifs de laboratoire au CHR Metz-Thionville.
Relance lot de réalisation de paramètres de microbiologie (virologie, bactériologie, mycologie)

ARTICLE 3 - ALLOTISSEMENT – DUREE ET MODE DE DEVOLUTION DU MARCHÉ

L'Appel d'Offres est composé d'un lot unique pour des raisons liées à l'organisation du laboratoire, et selon la répartition indiquée en annexes du C.C.T.P.

Toute nouvelle référence entrant dans le cadre d'une gamme déjà spécifiée au marché sera automatiquement incluse dans celui-ci aux conditions de la remise contractuelle fixée à priori.
Pour ces produits, le fournisseur proposera une remise en pourcentage ferme pour la durée du marché, qu'il indiquera dans son offre.

Le marché issu de la présente consultation est un accord cadre à bons de commande selon les dispositions des articles R 2162-1 à R2162-6 du code de la commande publique.

Il fixe toutes les stipulations contractuelles, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

Il est conclu sans minimum et avec un maximum fixé à 5 fois des quantités annuelles estimées énoncées dans le CCTP pour la durée (reconduction comprises) du marché.

Les offres reçues ne donneront pas lieu à négociation.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du présent marché.

Le recours aux GME (Groupements Momentanés d'Entreprises) est admis pour la candidature.

La sous-traitance est possible, sous réserve de la déclaration du sous-traitant et son acceptation, ainsi que l'agrément de ses conditions de paiement par le CHR Metz-Thionville.

Le marché prend effet à sa notification jusqu'au 31 décembre 2026, et renouvelable trois fois 1 an, soit jusqu'au 31 décembre 2029.

La reconduction est tacite. Le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction conformément aux dispositions de l'article R.2112-4 du Code de la Commande Publique.

A l'inverse, en cas de non reconduction du marché, elle sera prononcée par le CHR dans un délai de 2 mois avant la date anniversaire du marché (date anniversaire fixée au 1^{er} janvier de chaque année). Elle ne peut être refusée par le titulaire du marché, ni prétendre à une quelconque indemnité.

Dans ce cas, l'arrêt des prestations a lieu le jour anniversaire du marché.

ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des pièces contractuelles ainsi hiérarchisées :

4-1- PIECES PARTICULIERES

- l'acte d'engagement (Attri 1.) et ses bordereaux annexes ;

- le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'Etablissement Public fait seul foi ;
- le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'Etablissement Public fait seul foi ;
- le Règlement de la consultation, dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi

4-2- PIECES COMMUNES

La pièce commune suivante n'est pas jointe au présent marché, mais les parties contractantes déclarent expressément la connaître, s'y référer et l'accepter :

- le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G, arrêté du 30 mars 2021 – NOR : ECOM2106868A.) applicables aux marchés de fourniture courantes et services.

ARTICLE 5 – DELAIS ET CONDITIONS DE LIVRAISON

5-1 Lieu de livraison

Les fournitures devront être livrées selon les conditions (jours et heures) indiquées sur le bon de commande.

Les lieux de livraison sont précisés sur chaque bon de commande.

5-2 Modalités de livraison

Pourront être fournis des produits non expressément désignés mais qui seraient la conséquence d'une évolution, d'une modification, et viendraient ainsi remplacer ceux prévus initialement : ainsi rattachés au marché en cours, ils seront facturés au prix nouveau du fournisseur, prix qui deviendra dès lors contractuel jusqu'au terme du marché (toutes autres conditions du marché leur étant applicables).

Il en sera de même pour les produits figurant au marché, commandés sous une présentation nouvelle (forme, volume, dimension ...).

La livraison de la fourniture sera accompagnée de la copie du bon de commande et d'un bordereau de livraison numéroté qui sera signé et conservé par le réceptionniste. La signature par le livreur lui-même sera considérée comme nulle.

Le bordereau de livraison comportera les mentions obligatoires suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire du marché,
- les références du bon de commande,
- date de livraison,
- la détermination exacte de la fourniture (référence),
- prix HT et TTC,
- éventuellement les emballages consignés ou prêtés.

En cas de retard de livraison imputable au titulaire, les dispositions de l'article 36 du CCAG FCS seront susceptibles de s'appliquer (exécution de la fourniture aux frais et risques du titulaire).

5-3 Fiche de sécurité

Le fournisseur doit porter à la connaissance des utilisateurs de substances ou préparations dangereuses, les renseignements nécessaires à la prévention et à la sécurité par une fiche de données de sécurité concernant lesdits produits tels qu'ils sont mis sur le marché (art. R 231-53 ; décret n° 87-200 du 25 mars 1987). Ces fiches devront accompagner chaque commande effectuée par les différents laboratoires.

Toutefois, **ces documents ne sont pas à joindre avec les réponses à l'appel d'offres.**

5-4 Vérification

Outre les vérifications quantitatives effectuées lors de la réception des fournitures, un contrôle qualitatif préalable sera effectué par la C.H.R. Metz-Thionville.

La fourniture livrée devra être en tout point conforme aux stipulations du C.C.T.P. et aux prescriptions des différentes normes en vigueur en France et dans la C.E.

La référence du produit doit correspondre avec l'intitulé du produit, sinon le fournisseur s'engage à fournir un produit équivalent, correspondant à l'intitulé sans modification de prix, sauf négligence ou faute prouvée de l'administration.

Le fournisseur répond de la qualité des fournitures pendant leur délai normal de conservation, sauf négligence ou faute prouvée de l'administration.

Si la fourniture livrée ne correspond pas qualitativement aux spécifications du marché et de la commande, elle est refusée et doit être remplacée sur simple mise en demeure préalable du titulaire du marché par le Directeur des Travaux, du Patrimoine du Biomédical, de la Maintenance, de l'Environnement et de la Sécurité.

5-5 Cas particulier

Les quantités de réactifs pourront varier en cas de cessation de fonctionnement d'un équipement (automate, analyseur ...) ou d'arrêt d'une technique d'analyse liés par exemple à une restructuration de service.

5-6 Garantie

La fourniture est garantie contre tout vice de fabrication.

5-7 Transport

Le fournisseur livrera le matériel franco de port.

Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination ainsi que les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement et d'arrimage incombent au titulaire du marché.

En cas de réception de marchandises non conformes à la commande, les frais de retour seront à la charge du fournisseur

ARTICLE 6 – PRIX

6-1 Forme des prix

- Les prix unitaires sont présentés par unité de conditionnement.
- Les prix proposés s'entendent fermes pour l'année 2026 et 2027, franco de port, d'emballage et de frais administratifs, sans minimum de commande, marchandises livrées au CHR.
- Le barème en vigueur à la date de proposition doit être obligatoirement joint à l'acte d'engagement.
- L'offre devra être faite conformément au tableau annexé au C.C.T.P., en faisant apparaître dans l'ordre :
 - La référence du produit,
 - Le conditionnement proposé,
 - Le prix unitaire HT, par unité de conditionnement,
 - Le taux de remise accordé,
 - Le prix unitaire remisé HT, par unité de conditionnement,
 - Le coût total HT (= prix unitaire remisé x quantité prévisionnelle)
 - Le taux de la TVA appliqué,
 - Le coût total TTC

- Le fournisseur précisera, pour un produit présentant plusieurs conditionnements, le prix unitaire de chaque conditionnement.
- Chaque offre devra être délivrée (**uniquement le tableau**) sous format **Excel impérativement selon le modèle du BPU**.
- Le taux de remise catalogue accordé à l'annexe 1 du CCTP est fixe pour la durée totale du marché, il s'appliquera aux produits commandés hors BPU.

6-2 Révision des prix

- Au terme de l'année d'exécution du marché, sauf dénonciation par l'un ou l'autre partie, prononcée dans le délai de l'article 2-4 *supra*, le marché se poursuit sans qu'il y ait lieu de notifier au titulaire une quelconque décision de reconduction.

Les prix seront alors soumis au régime explicité ci-dessous :

Les prix sont fermes pour les années 2026 et 2027 (en cas de reconduction).

Une seule révision des prix pourra avoir lieu à compter du 1^{er} janvier 2028. Les prix révisés seront valables pour 2028 et 2029 (en cas de reconduction).

Les prix sont révisibles par référence aux tarifs et barèmes de prix consentis par le titulaire à l'égard de l'ensemble de sa clientèle.

La révision aura lieu selon les modalités suivantes :

3 mois au plus tard avant le 1^{er} janvier 2028, le titulaire pourra adresser à la personne responsable du marché une proposition tarifaire pour la période suivante, **selon le même format (tableau Excel) que le marché initial.**

La révision des prix est adressée à :

CHR METZ THIONVILLE
DALH
1 Allée du Château
57085 METZ

- Chaque fournisseur retenu ajoutera une colonne au tableau dont l'intitulé s'appellera Augmentation n+1 / n selon le modèle du bordereau de prix unitaire (BPU)

Exemple :				PARTIE à COMPLETER PAR LE FOURNISSEUR								
N° Lot	Code produit † GEF	Libellé du produit	Quantité prévisionnelle annuelle	Condit. Proposé	Réf. Produit	P.U. H.T.	Remise %	P.U.H. T. Remisé	Coût total H.T.	T.V.A .	Coût total TTC	Augment. n+1 / n (%)

- La signature par « le Pouvoir Adjudicateur » de la proposition tarifaire vaudra acceptation des dits tarifs.
- La transmission des tarifs se fera par courrier original signé de la personne ayant pouvoir pour engager le fournisseur, et par tout moyen permettant de donner date certaine à sa réception (par lettre recommandée avec avis de réception) ou profil acheteur.
- A défaut de présentation des tarifs dans ce délai, les prix du marché seront considérés invariants.

Les prix seront susceptibles d'évoluer à compter du 1er janvier 2028, sur justificatifs du titulaire envoyés au plus tard le 1er novembre 2027 en référence au taux national d'évolution des dépenses hospitalières fixé par le Parlement.

La personne publique contractante pourra alors être amenée à engager la négociation avec le titulaire au titre de la période suivante, et se réserve en tout état de cause la possibilité de rejeter les nouveaux tarifs. Si la négociation tarifaire fait apparaître une progression de prix dépassant le seuil d'acceptation du C.H.R (taux national d'évolution des dépenses hospitalières fixé par le Parlement).

ARTICLE 7 – INTERETS MORATOIRES

Le défaut de paiement dans les délais fait courir de plein droit au titulaire du marché des intérêts moratoires selon le taux de refinancement principal de la banque centrale européenne en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter de l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

ARTICLE 8 - AVANCE FORFAITAIRE - GARANTIE A PREMIERE DEMANDE

AVANCE FORFAITAIRE

- L'avance forfaitaire est constituée d'une somme que le C.H.R. Metz-Thionville pourra, avant toute exécution, octroyer en une fois au fournisseur retenu pour tout lot ou marché dont le montant minimal est supérieur à **50 000 € H.T.**, sauf si le titulaire du marché en a exprimé par écrit son refus dans l'acte d'engagement.

GARANTIE A PREMIERE DEMANDE

- Le versement de l'avance forfaitaire ne pourra avoir lieu avant que le titulaire ait fait parvenir au C.H.R. la preuve de sa constitution d'une garantie à première demande auprès d'un Etablissement de crédit.
- L'Etablissement de crédit s'engage alors à rembourser le C.H.R., dès sa première demande, des montants qui auraient été avancés forfaitairement au titulaire.

ARTICLE 9 – REMBOURSEMENT DE L'AVANCE

- Le remboursement des sommes ayant donné lieu à avance forfaitaire interviendra lorsque le montant facturé par le titulaire aura atteint 65 % du montant minimal contractuel de prestations ou de commandes.
- Le C.H.R Metz-Thionville procédera au remboursement de l'avance, par précompte sur la ou les demandes de paiement faisant suite à l'atteinte de ce seuil de 65%, jusqu'à remboursement total de la somme avancée.

Le précompte devra être achevé au plus tard lorsque que 80% du marché aura été exécuté.

ARTICLE 10 - ETABLISSEMENT DES FACTURES

Les factures afférentes au paiement, libellées en Euro (€) à l'exclusion de toute autre unité de compte et/ou de paiement, seront établies en un original et une copie portant les indications suivantes :

- les nom et adresse du créancier,
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- le nom du marché et la référence du bon de commande
- la désignation du matériel livré, en tout point identique à celle figurant sur l'offre de prix, sur le produit et sur le catalogue du fournisseur.
- le montant hors T.V.A. de la fourniture,
- le taux et le montant de la T.V.A.,
- le montant total T.T.C. des fournitures livrées,
- la date d'envoi de la demande de paiement.

ARTICLE 11 – PAIEMENT

Le mode de règlement est le virement administratif à 50 jours service fait.

Les factures seront adressées à :

CHR METZ-THIONVILLE
Hôpital Mercy
Direction des Achats de la Logistique et de l'Hôtellerie (D.A.L.H.)
1 allée du château – CS 45001
57 085 Metz Cedex 3

Elles seront envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'Etat à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Etablissement	SIRET	Code service
CHR METZ-THIONVILLE	265.702.803.00510	LABMY

Le règlement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique

Il est précisé que le délai de paiement débute à compter de la date de réception ou du dépôt de la facture conforme, dans la mesure où les différentes opérations de vérification ont été effectuées et ont donné lieu à un avis favorable

Conformément à l'article R2192-11-1 du code de la commande publique, les factures présentées au C.H.R. Metz-Thionville sont réglées –hors délai bancaire- sous le délai maximum de **50 jours**.

Les factures donnent lieu à paiement dès lors que le pouvoir adjudicateur a pu constater le service fait (prestation effectuée correctement).

Le délai global de paiement commence à courir à la plus tardive des deux dates, de service fait en premier lieu et de réception de la facture conforme contenant l'ensemble des informations listées au point 10, en second lieu.

Au cas où la facture présentée en règlement n'est pas conforme aux prestations exécutées, aux prix applicables ou à la présentation prévue à l'article 10 *supra*, il sera opposé un **sursis de paiement** au cocontractant, par le biais d'une notification motivée adressée par télécopie ou lettre recommandée avec A.R. au fournisseur, pour régularisation.

Le délai global de paiement reprend une fois que les corrections demandées ont été apportées ou que le service a été fait, avec cependant un solde minimum de 30 jours calendaires incluant le délai du comptable assignataire.

ARTICLE 12 - PENALITES DE RETARD

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-F.C.S., les dispositions particulières suivantes s'appliquent :

Lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule suivante :

$$P = V \times R / 20$$

où :

P = montant des pénalités,

V = valeur de la fourniture sur laquelle est appliquée la pénalité,

R = nombre de jours calendaires de retard.

Au cas où le retard d'exécution fait obstacle à l'utilisation de tout ou partie des fonctionnalités substantielles du matériel, la valeur V prise en compte dans la formule ci-dessus sera celle correspondant à l'offre du fournisseur, sans que celui-ci puisse invoquer un quelconque début d'exécution de sa prestation.

Le CHR déroge à l'article 14.1.3 du C.C.A.G.-F.C.S. : il n'est fixé aucun seuil d'exonération de pénalités.

ARTICLE 13 - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE (ARTICLE 45 DU CCAG-FCS)

En cas de défaillance imputable au titulaire dans l'exécution de sa prestation, de prestation incomplète ou rejetée, de retard, ou de non remplacement dans les délais accordés ou de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, la Personne responsable du marché pourra se fournir là où elle le jugera utile.

Tous les frais supplémentaires pouvant résulter de cette opération sont à la charge du titulaire défaillant, sans préjudice d'éventuelles pénalités pour retard, et cela jusqu'à l'exécution effective des prestations par la tierce entreprise appelée en remplacement.

En cas de différence de prix au détriment de l'Etablissement, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire du marché et récupérée par titre de recette. A l'inverse, toute diminution de dépense après recours à un tiers fournisseur ne profitera pas au titulaire.

ARTICLE 14 – RESILIATION

Il sera fait application des dispositions énumérées dans les articles 38 à 44 du C.C.A.G.

ARTICLE 15 - COMPTABLE ASSIGNATAIRE

Madame l'inspectrice générale des finances
du CHR Metz-Thionville
Rue des Frères Lacretelle
e-mail : T057061@cp.finances.gouv.fr

ARTICLE 16 - JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE CONTENTIEUX

La juridiction compétente pour tous contentieux pouvant survenir à l'occasion de l'attribution ou de l'exécution du présent marché est le Tribunal Administratif de STRASBOURG.

ARTICLE 17 - DEROGATIONS AU CCAG FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

L'article 6-2 du CCAP déroge à l'article 10.2.2 du C.C.A.G.-F.C.S.

L'article 12 du CCAP déroge à l'article 14-1.1 et 14.1.3 du CCAG – FCS.

Fait à Metz, le 28 janvier 2026



La Directrice des Achats
de la Logistique et de l'Hôtellerie,
Katia REBELO-SEWASTIANOW.